

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 25/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TSCHOEPPE INDUSTRIE**

Parc d'activité du Ried  
2 rue Lavoisier  
67720 HOERDT

Références : 0006703902/CF/CE  
Code AIOT : 0006703902

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement TSCHOEPPE INDUSTRIE implanté Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TSCHOEPPE INDUSTRIE
- Parc d'activité du Ried – 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT
- Code AIOT : 0006703902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

La société TSCHOEPPE fabrique des portails, clôtures, brise-vues et garde-corps en aluminium. Tous les produits sont fabriqués sur-mesure sur le site de Hoerdtd. Une fois assemblées, les pièces en aluminium sont débarrassées des résidus de coupes par un trempage dans des bains lessiviels puis traitées par un bain chimique avant peinture de sorte à garantir une accroche optimale. Ces activités répondent notamment aux rubriques 2560, 2563, 2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Rejets eaux
- Traitement de surface (risque incendie, incompatibilités, sécurité...)

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence des non-conformités dont les conséquences ont des niveaux de sensibilité et de gravité variables. Les plus sensibles sont liées aux risques accidentels. Elles concernent notamment l'absence de dispositif de détection incendie, l'absence de système d'asservissement des cuves en cas de niveau de liquide bas, le stockage de produits incompatibles sur une même rétention.

## 2-3) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des parties à risques et gestion des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 8 et 10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8 "L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données

de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours."

#### Article 10

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. »

#### Constats :

Le plan général actualisé de l'installation permet de localiser les différents ateliers, zones de stockages de produits ainsi que les cuves de traitement et de rinçage.

La liste des substances ou mélanges dangereux utilisés dans le cadre de l'activité de traitement de surface, les fiches de données de sécurité associées ainsi que le volume utile des bacs ont été présenté par l'exploitant. Il manque toutefois sur la liste l'indication du pH, l'utilité, la concentration et la composition des produits.

Il est attendu que la liste complétée avec ces informations soit transmise à l'inspection des installations classées.

S'agissant d'une non-conformité documentaire ce point ne fait pas l'objet d'une mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 2 : Rejets eaux - VLE

**Référence réglementaire :** AP du 16/10/2007 art.9.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

Teneur en polluants des eaux rejetées (DCO, métaux)

#### Constats :

Les résultats d'autosurveillance produits n montrent pas de dépassement des limites fixées par l'arrêté préfectoral. Les teneurs en aluminium sont très basses, de l'ordre du dixième de mg/l en 2023, pour les valeurs les plus élevées.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 3 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

« (...) II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.

Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

L'exploitant procède annuellement au contrôle de ses installations électriques.

Les derniers contrôles ont été réalisés le 28/10/2021, le 10/11/2022 et le 15/06/2023 et ont donné lieu à des rapports.

Le plus récent (rapport de vérification des installations électriques, 25860/23/6375, SOCOTEC, du 15/06/2023) fait état de plusieurs observations à corriger. L'exploitant a mandaté une entreprise extérieure pour effectuer les réparations/corrections. Un rapport attestant des corrections réalisées doit être établi et transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de l'année 2023.

Lors de la visite, l'exploitant a également présenté la dernière analyse thermographique qui a été réalisée le 08/06/2023. Celle-ci ne présente aucune anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Ventilation des locaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 15.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

"Le désenfumage des locaux exposés à des risques incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter notamment la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation."

**Constats :**

Le toit de l'atelier de traitement de surface est équipé d'ouvrants vers l'extérieur. La commande qui permet d'actionner leur ouverture/fermeture a été testée lors de la visite et s'avère



fonctionnelle.

L'exploitant déclare que l'atelier de traitement de surface est ventilé durant les heures ouvrées. L'atelier n'est donc pas ventilé en continu.

Lors de la visite, l'usine est en activité, la ventilation fonctionne et il n'est pas constaté de dégagement de vapeur au-dessus des baignoires.

La ventilation des locaux doit fonctionner en permanence et pas uniquement lors des heures ouvrées notamment si les baignoires sont chauffées en continu même en dehors des périodes ouvrées. A défaut, l'exploitant doit produire une étude montrant que les vapeurs formées lors de l'arrêt de la ventilation ne rendent l'atmosphère des locaux ni explosive et ni toxique, ou présenter des éléments contradictoires à l'intérêt de cette prescription au regard du risque incendie. Un délai de trois mois est donc proposé pour produire une telle étude.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

"L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...)

b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

(...)

e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur."

**Constats :**

L'atelier de traitement de surface est équipé de trois extincteurs (deux à eau et un à poudre).

Le dernier contrôle de vérification des extincteurs a été effectué au mois d'octobre 2022. La prochaine intervention est déjà programmée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Systèmes de détection automatique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

"Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

**Constats :**

L'usine n'est pas équipée de système de détection d'incendie.
Ce point doit être corrigé dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. (...)"
<b>Constats :</b> L'atelier de traitement de surface accueille 8 baignoirs : - deux baignoirs de nettoyage-dégraissage d'un volume de 17400 L chacun, l'un acide, l'autre basique; - cinq baignoirs de rinçage à l'eau d'un volume respectif de 10900 L ; - un baignoir de passivation acide d'un volume de 10900 L.  La capacité de rétention est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.  <b>Rappel :</b> le principe d'une rétention commune à l'ensemble des baignoirs est admis à l'article 18.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16/10/2007 qui impose des « <i>baignoirs composés de produits actifs fortement dilués</i> » ce qui est compatible avec la prescription de l'article 54 de l'arrêté ministériel suivant laquelle seuls des baignoirs contenant des acides et bases très concentrés doivent avoir des dispositifs de rétention distincts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

#### N° 8 : Traitement de surface - intégrité des cuves

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 18.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition des installations classées. (...)         L'utilisation de tout produit ou substance non initialement prévue dans le dossier de demande d'autorisation est strictement interdite (cyanures, cadmium, solvants chlorés...). »
<b>Constats :</b> Le chef de l'atelier laquage procède quotidiennement à la vérification de l'intégrité des cuves accueillant les baignoirs de traitement de surface.  Il procède également à la vérification qualitative et quantitative des baignoirs de traitement de surface sur un cahier de consignations.

Un contrôle annuel est également effectué par le fournisseur des produits utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Traitement de surface - Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 15.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> «Les installations présentant le plus de risques ont des consignes écrites et affichées. »
<b>Constats :</b> Les consignes de sécurité en cas d'exposition aux produits utilisés ne sont pas affichées dans l'atelier de traitement de surface.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 jours

#### N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> "Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés (...)  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention, notamment les acides et les bases.»
<b>Constats :</b> Les produits utilisés pour les opérations de nettoyage-degraissage sont : - pour l'un, une base ; - pour l'autre un acide.  Les conteneurs de 1000 l de produits concentrés permettant d'assurer le maintien à niveau des baignoires sont stockés directement dans l'atelier de traitement de surface à raison de 2 conteneurs de 1000 l pour chacun des produits.  Ces conteneurs sont sur la même rétention. Les acides et les bases sont des substances incompatibles susceptibles d'entraîner des réactions violentes et ne doivent donc pas être stockées sur la même rétentions.  Ce point doit être corrigé dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 jours

#### N° 11 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42
---

**Thème(s) :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

"Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains ou solvants usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.).

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.

L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans."

**Constats :**

L'activité de traitement de surface génère notamment des déchets solides issus de la station de traitement des effluents avant rejet dans le réseau d'eaux usées qui se dirige vers la station d'épuration communale (convention visée en séance).

L'exploitant stocke ces déchets dans un grand récipient pour vrac souple (GRVS) dans l'atelier de traitements de surface. Ils sont évacués régulièrement par une entreprise spécialisée (Suez).

Ils répondent au code déchet suivant : 11 01 09\* - boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses.

Leur évacuation donne lieu à l'édition d'un bordereau de suivi tel que prévu à l'article R.541-45 du code de l'environnement (récépissé Trackdéchets).

L'exploitant a présenté lors de la visite un bordereau édité le 20/03/2023 pour l'évacuation de ces déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

\*\*\*